



La stratégie nationale en matière de logement

Le Canada vit une crise du logement abordable et de l'itinérance. Un grand nombre de Canadiens perdent leur maison simplement parce qu'ils ne peuvent plus payer l'hypothèque. Les compressions dans les programmes sociaux et le désinvestissement en matière de logement abordable, jumelés au déclin rapide du nombre de bons emplois ont contribué à la crise actuelle.

L'accès à un logement sûr, décent et abordable est un droit de l'homme fondamental. Se loger est un besoin de base qui ne devrait pas être traité comme une quelconque marchandise.

Le Centre ontarien de défense des droits des locataires continue d'exercer des pressions sur les gouvernements pour que le droit au logement soit inscrit dans la loi. Nous souhaitons ainsi que le gouvernement du Canada en vienne à instaurer sa toute première stratégie nationale en matière de logement.

Nous avons rallié des organismes et des personnes de tout le pays pour créer la coalition Right to Housing (R2H) afin qu'elle assume la direction de la campagne du même nom. Un volet important de notre campagne a porté sur une requête au tribunal en vertu de la Charte canadienne des droits et libertés contre les gouvernements du Canada et de l'Ontario, qui ont contrevenu au droit en matière de logement. Quatre personnes extraordinaires et un organisme communautaire ont présenté une requête au tribunal visant à obtenir une ordonnance qui obligerait les gouvernements à faire en sorte que tous les Canadiens aient accès à un logement sûr et abordable.

Mais les tribunaux de l'Ontario ont refusé d'entendre l'affaire et la Cour suprême du Canada a refusé d'entendre un appel de la décision antérieure. Des milliers de pages renfermant des preuves à l'appui ont été complètement ignorées. Les expériences personnelles et les preuves à l'appui d'une marginalisation systémique ont été passées sous silence.

Nous avons donc participé à des manifestations et offert des ateliers et des présentations sur le droit au logement à la grandeur du pays. Nous avons promu deux projets de loi devant le Parlement fédéral



pour préparer le chemin vers une stratégie nationale en matière de logement. Nous sommes même allés à Genève pour informer le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies de la crise de l'itinérance au Canada, de la nécessité de reconnaître le logement comme un droit humain et pour exposer comment notre droit à la justice nous a été refusé.

C'est sur le fond de promesses électorales, telles que l'adoption d'une stratégie nationale en matière de logement et la reconnaissance du droit au logement, que le gouvernement libéral a été élu en 2016. Des consultations personnelles et collectives ont eu lieu aux quatre coins du pays pour aborder la stratégie et le rapport faisant état des conclusions, intitulé [*Ce que nous avons entendu*](#), a été publié.

En avril 2017, le gouvernement fédéral a [proposé un budget](#) qui investirait 11,2 milliards de dollars sur 11 ans dans des programmes de logement. Un tel investissement, même effectué sur une aussi longue période, est loin de suffire pour régler la crise du logement que nous traversons, ce qui nous confirme le refus de reconnaître le caractère urgent de la crise.

L'annonce de la stratégie nationale en matière de logement est prévue pour l'automne 2017. Il ne nous reste qu'à faire preuve de patience.